

4D

Dialogue n° 2: Sécurité alimentaire et nutrition pour les dividende(s) démographique(s)

Dialogues sur les politiques de
gouvernement à gouvernement
sur la diversité démographique
et les dividendes



INTRODUCTION

La sécurité alimentaire et une alimentation continue tout au long de la vie permettent le développement du capital humain et sont déterminantes pour la réalisation des dividendes démographiques. De meilleures politiques et pratiques sont la clé de la durabilité. Alors que les dirigeants du monde entier réfléchissent à l'évolution de la population, de l'explosion démographique de la jeunesse au vieillissement de la population, l'alimentation s'avère fondamentale. Les pays sont confrontés à un défi collectif à relever d'urgence : comment passer à une agriculture durable, promouvoir des régimes alimentaires sains et assurer la sécurité alimentaire et une nutrition adéquate pour que chacun puisse réaliser son potentiel et contribuer au développement dans la durée ? En dépit d'une croissance démographique considérable au cours des 50 dernières années, le monde a enregistré un recul notable de la problématique de la faim. Toutefois, ces progrès sont allés de pair avec des coûts élevés pour notre planète, des carences persistantes en micronutriments et une progression des habitudes alimentaires malsaines — des facteurs qui ont contribué au double fardeau de la malnutrition et de la faim coexistant avec le surpoids et l'obésité.

Plus de 100 participants de 42 pays ont pris part à une discussion sur la sécurité alimentaire et la nutrition dans une optique de dividendes démographiques lors d'une vidéoconférence virtuelle organisée le 11 mars 2020. Il s'agissait du deuxième dialogue de la série trimestrielle de **Dialogues sur les politiques de gouvernement à gouvernement sur la diversité démographique et les dividendes**, la « série 4D ». Cette série, placée sous l'égide de la Commission de l'Union africaine (CUA), du Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) et du gouvernement allemand, s'appuie sur les discussions entamées en 2019 lors du Sommet de Nairobi sur la CIPD25 (Conférence internationale sur la population et le développement), autour des politiques et pratiques auxquelles les pays peuvent avoir recours dans la planification démographique et celle du développement.

Six groupes de travail se sont penchés sur les leçons apprises et les initiatives actuelles relatives à la planification des politiques :

- investir dans la nutrition maternelle et infantile pour le développement du capital humain ;
- assurer la sécurité alimentaire des enfants d'âge scolaire ;
- promouvoir l'égalité des sexes dans le contexte de la sécurité alimentaire et de la nutrition ;
- tenir compte de la croissance de la demande alimentaire, du changement climatique et de l'écologisation du secteur agricole ;

- élargir la notion de travail décent dans le secteur agricole ;
- promouvoir une alimentation saine par des lois, politiques et réglementations.

Cette brochure fournit un bref compte rendu du dialogue dans le but d'inspirer d'autres discussions sur les questions soulevées. Elle résume les points de vue d'un groupe diversifié de parties prenantes et présente certains des nombreux exemples nationaux évoqués lors de l'événement. Un document de réflexion préparé pour alimenter les discussions lors de l'événement est disponible sur le lien suivant :

<https://bit.ly/2Q4Bi5D>.



RÉSUMÉ

La sécurité alimentaire et la nutrition contribuent au(x) dividende(s) démographique(s) car elles favorisent la bonne santé à tous les âges de la vie et améliorent le bien-être et la productivité. La sécurité alimentaire et la nutrition sont essentielles à la bonne santé, à la croissance et au développement vigoureux de l'individu, à l'apprentissage, à la productivité et, en fin de compte, au développement économique.

Dans les pays où les personnes en âge de travailler sont nettement plus nombreuses que les personnes à charge (jeunes et personnes âgées), il existe une fenêtre d'opportunité pour exploiter les avantages de la transition démographique. Les dividendes démographiques se matérialisent lorsque cette structure d'âge favorable s'accompagne d'investissements importants dans la santé, l'éducation et l'emploi des jeunes et des personnes en âge de travailler, stimulant ainsi la productivité globale et la croissance économique. En outre, lorsque les personnes âgées ont la santé et la richesse nécessaires pour investir dans les jeunes générations, un deuxième dividende démographique peut stimuler encore davantage la croissance économique. Les dividendes démographiques ne sont pas automatiques ; ils sont subordonnés à des investissements et des politiques stratégiques visant à garantir que les individus peuvent réaliser leur plein potentiel.



La liste suivante, bien que non exhaustive, reprend les principaux points d'action soulevés lors de ce deuxième dialogue :

- **des changements de comportement** sont nécessaires, tant au niveau de la consommation que de la production, afin de façonner un avenir durable pour l'agriculture ;
- **l'autonomisation des femmes et des filles**, l'égalité des sexes ainsi que la santé et les droits en matière de sexualité et de procréation sont essentiels pour réaliser le potentiel des femmes et des jeunes dans la mise en place de systèmes alimentaires durables et assurer la mobilisation des dividendes démographiques ;
- **l'intensification de la production agricole** est indispensable pour répondre à la demande croissante et fluctuante en matière d'alimentation résultant de la croissance de la population et de l'évolution démographique, tout en tenant compte des effets du changement climatique ;
- **le changement climatique** représente un défi croissant pour les systèmes alimentaires et la sécurité alimentaire. La mise en place de systèmes alimentaires résilients et plus respectueux de l'environnement nécessite des politiques et des mesures incitatives afin de renoncer aux pratiques non durables ;
- **la participation des jeunes en tant que producteurs et consommateurs d'aliments sains** est essentielle pour assurer l'avenir de systèmes alimentaires efficaces ;
- **les gouvernements peuvent avoir recours** à des lois et des politiques pour s'attaquer aux problèmes de santé liés à la nutrition, comme l'obésité, par exemple en imposant des restrictions sur la teneur en sodium des aliments transformés et des taxes sur les boissons sucrées ;
- **les lois sur la sécurité alimentaire visant à protéger les consommateurs** nécessitent des capacités et des ressources pour leur suivi et leur application dans le temps ;
- l'établissement de liens **entre différents domaines**, par exemple l'agronomie et les sciences sociales (démographie et économie), est nécessaire pour parvenir à la sécurité alimentaire ;
- **les programmes fournissant des repas en milieu scolaire** permettent de soutenir les systèmes alimentaires locaux et de garantir une alimentation plus équilibrée aux enfants ;
- **l'accès des femmes à la terre et au capital**, en particulier dans les zones rurales, est crucial pour garantir la sécurité alimentaire ;
- aujourd'hui, le secteur agricole peut procurer des **emplois aux femmes et aux jeunes** et, demain, faire évoluer les économies vers une plus grande durabilité.

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) définit la sécurité alimentaire comme une situation dans laquelle tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique, social et économique à une alimentation suffisante, sûre et nutritive répondant à leurs besoins et préférences alimentaires pour mener une vie saine et active.



1. LES FEMMES ET LES JEUNES : SANTÉ, ÉDUCATION ET OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES

« Les femmes sont souvent les gardiennes de la sécurité alimentaire. Lorsqu'elles contrôlent la majeure partie des revenus et des bénéfices, les familles peuvent en tirer avantage.

Rachel Snow, cheffe du service de la population et du développement, division technique, FNUAP

Bien qu'il soit largement prouvé que les programmes nutritionnels pendant les 1 000 jours allant du début de la grossesse jusqu'à ce que l'enfant atteigne l'âge de 2 ans apportent des avantages très rentables et durables et constituent une « bonne affaire » en termes de santé publique, des millions de femmes et de nourrissons n'ont toujours pas accès à ces interventions de base. Les femmes continuent d'être exposées à une plus grande insécurité alimentaire et nutritionnelle que les hommes, souvent dans le même ménage et même si elles sont enceintes ou allaitantes. La disparité est amplifiée dans les situations humanitaires. Les discussions dans le groupe de travail « **Investir dans la nutrition maternelle et infantile pour le développement du capital humain** » ont souligné l'importance de bien former le personnel médical pendant le continuum de soins aux avantages d'une alimentation saine, et de communiquer ces effets bénéfiques pour la vie entière aux gouvernements, aux familles et aux jeunes. Parmi les stratégies efficaces discutées au sein du groupe, citons l'habilitation des sages-femmes à éduquer les femmes enceintes et à les inciter à adopter une alimentation saine, la prise en compte des croyances culturelles susceptibles de limiter l'utilisation des services, l'apprentissage auprès du secteur privé pour motiver les jeunes à adopter des aliments nutritifs et l'implication des chefs religieux en tant qu'influenceurs communautaires.

► En Érythrée, le programme d'agriculture minimale intégrée pour les ménages (MIHAP) est une initiative nationale qui comprend des conseils nutritionnels et fournit directement à chaque famille bénéficiaire les ressources agricoles nécessaires pour élever du bétail et cultiver des légumes. Le MIHAP fournit à chaque ménage une vache laitière ou six chèvres, 25 poulets, deux ruches, un potager et 20 arbres en plus des terres utilisées pour la production agricole. Cette formule est susceptible d'améliorer les conditions de vie et de satisfaire les besoins alimentaires et nutritionnels de la famille et de quatre autres, ainsi que d'apporter des revenus supplémentaires grâce à la vente des produits excédentaires.

Le groupe de travail « **Assurer la sécurité alimentaire des enfants d'âge scolaire** » a convenu que les programmes d'alimentation scolaire étaient essentiels afin que les enfants et les adolescents puissent s'engager dans une voie positive vers l'âge adulte. Ces programmes favorisent l'obtention de meilleurs résultats scolaires et améliorent l'apprentissage, l'acquisition de compétences et l'assiduité. Les repas scolaires constituent également un filet de sécurité pouvant jouer un rôle clé dans la continuité de l'alimentation des enfants, même en cas d'urgence, de conflit ou de phénomènes météorologiques extrêmes. Les programmes qui utilisent des produits locaux par le biais de l'alimentation scolaire produite sur place peuvent contribuer avantageusement aux systèmes alimentaires locaux, en facilitant l'accès des petits agriculteurs au marché. Dans le contexte de la fermeture des écoles en raison de la pandémie de COVID-19, des gouvernements ont conçu des approches nouvelles pour atteindre les populations d'âge scolaire, par exemple en distribuant des rations sèches à emporter ou en effectuant des transferts d'argent. Avec la réouverture des écoles, le rétablissement et l'amélioration des programmes d'alimentation scolaire devraient être une priorité afin de « reconstruire en mieux » avec des systèmes alimentaires résilients qui favorisent les liens entre l'alimentation, la nutrition, le développement du capital humain et la croissance économique.



► Au **Ghana** plusieurs programmes apportent un soutien aux femmes et aux filles et renforcent la sécurité alimentaire. **LEAP (Livelihood Empowerment Against Poverty)**, le programme de revenus de subsistance contre la pauvreté, verse des paiements en espèces aux ménages extrêmement pauvres dans tout le pays et veille à ce que les bénéficiaires aient accès à des prestations sociales et soient inscrits à l'assurance maladie nationale. Un programme de protection sociale pour les adolescentes enceintes permet de s'assurer qu'elles ont accès en temps opportun à des services de santé maternelle et de planification familiale de qualité et qu'elles reçoivent régulièrement des visites à domicile ; il encourage également les filles à retourner à l'école ou à apprendre un métier. Le régime national d'assurance maladie fournit gratuitement aux femmes inscrites des soins prénataux, des prestations d'accouchement, ainsi que des services postnataux et de protection de l'enfance.

► Dans l'État du Kerala, dans le sud de l'Inde, les femmes bénéficient de possibilités de formation spécialisée dans le secteur agricole, assurée par l'université agricole et soutenue par le gouvernement. L'initiative aide les femmes à former une unité de services agricoles où elles sont initiées à toutes les utilisations des machines modernes. La conception de certaines machines (tracteurs, etc.) a été revue pour les bénéficiaires, car leurs dimensions sont généralement plus adaptées aux hommes qu'aux femmes.

L'implication des femmes et des jeunes dans les systèmes alimentaires, de la production à la consommation, peut améliorer la durabilité de l'agriculture ainsi que la stabilité économique et la santé des familles. Toutefois, la discussion dans le groupe de travail « **Promouvoir l'égalité des sexes dans le contexte de la sécurité alimentaire et de la nutrition** » a montré que la participation des femmes à la production alimentaire est compromise par la discrimination : des préjugés systémiques limitent l'accès des femmes au crédit pour l'achat de terres et d'équipements, et les projets de création d'emplois mettent l'accent sur les travaux de récolte occupés par les hommes. La discrimination exclut également les femmes de l'accès aux terres et de leur contrôle, de la prise de décision concernant la sélection des cultures et la plantation, et de l'apprentissage de compétences techniques telles que la conduite d'un tracteur. Les participants ont souligné la nécessité d'adopter des approches sexospécifiques dans les politiques et programmes de sécurité alimentaire et de nutrition, d'instaurer un dialogue communautaire sur les obstacles culturels et socio-économiques auxquels les femmes sont confrontées, et de mettre en place des interventions ciblées et des approches globales pour renforcer l'accès des femmes aux subventions, aux financements et aux marchés agricoles. Les investissements dans la planification familiale volontaire dans le cadre d'un ensemble complet de services de santé sexuelle et reproductive et l'autonomisation des femmes et des filles sont également essentiels pour assurer leur pleine participation au développement durable de l'agriculture et pour créer les conditions préalables aux dividendes démographiques.



2. DURABILITÉ ET EMPLOI : LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES DU FUTUR

« Il est essentiel que l'intensification de l'agriculture évolue rapidement vers la durabilité et ne perpétue pas des systèmes non durables qui favorisent le changement climatique, la dégradation des terres et la perte de biodiversité. Il est extrêmement important d'écologiser notre agriculture. Cela passe par une intensification fondée sur des principes agroécologiques qui promeuvent des pratiques agricoles en harmonie avec la nature et qui créent des possibilités d'emploi décentes dans les espaces ruraux.

Fergus Sinclair,
World Agroforestry, Kenya



Le changement climatique perturbe la production agricole, alors que la population augmente, ce qui entraîne une hausse de la demande alimentaire. Il est difficile de savoir dans quelle mesure cette demande augmentera. Cela dépend de nombreux facteurs, notamment de la trajectoire de la croissance démographique et des préférences de consommation, comme le choix entre viande et légumes. Pour répondre à l'augmentation des besoins, il faudra intensifier l'agriculture. Les participants au groupe de travail « Tenir compte de la croissance de la demande alimentaire, du changement climatique et de l'écologisation du secteur agricole » ont discuté des politiques et des pratiques qui favorisent des modes d'intensification durables. Ils ont insisté sur la nécessité de s'appuyer sur des processus naturels plutôt que sur des produits chimiques nuisibles, de favoriser la biodiversité et d'intensifier les activités grâce au travail et à la connaissance plutôt qu'au capital — afin de créer des systèmes alimentaires résilients et plus écologiques qui prennent en compte la santé du sol, des terres et des personnes. Les politiques et les incitations visant à favoriser l'abandon des pratiques non durables sont primordiales, tout comme le changement des modes de vie et des mentalités. Les innovations technologiques, sociétales et économiques peuvent favoriser la transformation des systèmes alimentaires, mais il convient de veiller à prendre en compte le contexte social et économique et à renforcer le rôle des petits exploitants et des acteurs le long de la chaîne alimentaire ainsi qu'au sein des systèmes alimentaires plutôt que de diminuer leur autonomie par un contrôle plus centralisé.

Les centres de ressources rurales en Éthiopie cherchent à aider les agriculteurs, en particulier les jeunes et les femmes, tout en luttant contre le changement climatique. Le gouvernement éthiopien s'est engagé à convertir environ 130 pépinières gouvernementales, qui produisent des plants d'arbres destinés aux agriculteurs, en opportunités entrepreneuriales qui créent des emplois en fournissant une gamme plus large d'intrants agricoles ainsi que des conseils sur la manière de les utiliser le plus efficacement possible.

Pour améliorer l'environnement et l'emploi, il est essentiel d'adopter une approche systémique qui considère la production alimentaire comme un cycle complet d'activités, de la production à la commercialisation et à la distribution. L'intensification de l'agriculture peut créer des opportunités d'emploi dans les zones rurales. Par ailleurs, une agriculture durable, sensible au changement climatique et pratiquée de manière intensive requiert généralement plus de main-d'œuvre que des méthodes agricoles plus destructrices pour l'environnement. La discussion dans le groupe de travail « **Élargir la notion de travail décent dans le secteur agricole** » a mis en évidence ce qui est nécessaire pour promouvoir une transformation inclusive et durable des économies rurales : les priorités comprennent l'amélioration des conditions de travail, le soutien au développement des compétences, la réalisation du potentiel entrepreneurial et la promotion de l'adoption des technologies modernes. L'implication des femmes et des jeunes dans le développement durable de l'agriculture est essentielle. Cependant, même lorsqu'ils évoluent vers la modernisation, la numérisation et la productivité, les États doivent protéger les populations vulnérables et les paysans pratiquant une agriculture de subsistance.

Une transformation profonde est nécessaire pour relever les défis de la malnutrition persistante et de la pauvreté rurale, aggravés par les conséquences toujours plus importantes du changement climatique. Le secteur agricole peut apporter des solutions durables, et une véritable transformation des systèmes alimentaires stimulera l'économie, en offrant des possibilités d'emploi aux jeunes et aux femmes.

► Au **Nigeria**, l'entreprise sociale **Babban Gona** soutient les petits agriculteurs qui se regroupent pour former des « groupes de confiance » ou une « grande ferme », en langue haoussa. Elle peut lever des capitaux de manière rentable grâce à des partenaires du secteur privé et du financement du développement, et offrir à ses membres des prêts à des conditions bien plus avantageuses que celles des banques traditionnelles et des institutions de microfinance. Pour le montant emprunté, les agriculteurs ne reçoivent pas d'argent, mais des semences de qualité, des engrais, des pesticides et des sacs hermétiques pour contenir les produits de la récolte. L'organisation collecte les sacs dans des entrepôts centraux pour les vendre au meilleur prix possible.

► Dans toute l'Afrique, des programmes s'efforcent de rendre l'agriculture plus accessible et plus attrayante pour les jeunes. Les écoles pratiques d'agriculture et de vie pour les jeunes (**Junior Farmer Field and Life School –JFFLS**) ont permis de former plus de 30 000 jeunes femmes et jeunes hommes dans plus de 20 pays, en leur faisant acquérir des compétences grâce à des visites de petites et moyennes entreprises agricoles. Un projet pilote mené dans six pays africains dans le cadre de l'approche intégrée par pays (**Integrated Country Approach**) identifie les « jeunes champions du travail décent » (les jeunes qui réussissent dans l'agriculture) et leur donne la possibilité de créer des entreprises et de contribuer à l'expansion du travail décent dans leurs communautés. Un autre exemple est le modèle mondial **4H – head, heart, hands and health, c'est-à-dire, en français : tête, cœur, mains et santé** – qui existe en Afrique depuis des décennies et qui permet aux enfants, dans plus d'une douzaine de pays, de suivre un apprentissage pratique de l'agriculture et des systèmes alimentaires dès leur jeune âge.

► **Hello Tractor**, un programme sur le modèle du covoiturage adapté aux machines agricoles, permet aux petits exploitants africains qui n'ont pas les moyens d'acheter un tracteur d'en partager un. L'entreprise, basée au **Kenya**, exploite un système basé sur le positionnement GPS et la télématique, qui permet de savoir à tout moment où se trouve le tracteur, dans quel champ il évolue et combien de temps il a été utilisé. Les agriculteurs indiquent sur leur téléphone portable quand et où ils ont besoin d'une machine. Des coordinateurs spécialement formés dans les régions regroupent les réservations et envoient les chauffeurs, avec des équipements prêts à être utilisés pour les semences, le labourage et la récolte.



3. INTERVENTIONS JURIDIQUES ET CHANGEMENT DE COMPORTEMENT : SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET CHOIX SAINS POUR LES CONSOMMATEURS

« Il existe de nombreux points d'entrée distincts pour rendre la législation plus conviviale et plus favorable à la sécurité alimentaire et la nutrition : une législation sur la protection sociale, un salaire minimum pour améliorer le pouvoir d'achat, le renforcement de l'égalité des sexes pour aider au maintien des filles à l'école, une législation sur la sécurité et la qualité des aliments « de la ferme à la table », et des systèmes d'étiquetage spécifiques pour fournir des informations sur le contenu nutritionnel des aliments.

Lalaina Ravelomanantsoa, juriste, FAO

Le groupe de travail « **Promouvoir une alimentation saine par des lois, politiques et réglementations** » a examiné le nombre croissant d'interventions juridiques visant à décourager la consommation d'aliments riches en calories et pauvres en nutriments, et à encourager au contraire des régimes alimentaires sains pour tous. Des décideurs politiques nationaux ont proposé diverses lois et réglementations pour promouvoir des régimes alimentaires sains, le bien-être et la productivité à tous les stades de la vie, dans des contextes nationaux divers. On citera notamment l'enrichissement des aliments, des incitations à diversifier le secteur agricole, des réglementations pour la protection des consommateurs, ainsi que pour l'étiquetage, la publicité, le marketing et la taxation des produits. Les taxes sur les boissons sucrées et la limitation du sel dans les aliments transformés sont des exemples d'interventions juridiques gouvernementales, tout comme les programmes d'alimentation scolaire obligatoires.



Une « alimentation saine » signifie que les aliments que nous consommons nous apportent les nutriments dont nous avons besoin, dans les bonnes proportions. Les régimes alimentaires actuels n'y parviennent souvent pas, ce qui entraîne différentes formes de malnutrition, notamment la dénutrition, mais aussi des problèmes de surpoids et d'obésité et des maladies telles que le diabète et l'hypertension artérielle. De nombreux pays adoptent des mesures préventives pour faire face à ces problèmes. Des défis aussi complexes nécessitent souvent des politiques globales pour guider les actions du gouvernement et des autres parties prenantes à travers toutes les composantes du système alimentaire.

Les points d'accès légaux à une alimentation saine comprennent les directives volontaires, la législation sur la sécurité et la qualité des aliments « de la ferme à la table », les systèmes d'étiquetage sur le devant des emballages pour fournir des informations sur le contenu nutritionnel des aliments, des lois qui assurent un salaire minimum et un pouvoir d'achat aux consommateurs d'aliments, ainsi que des lois qui renforcent l'égalité des sexes et favorisent le maintien des filles à l'école. Lorsqu'une fille reste à l'école, elle peut bénéficier des programmes d'alimentation scolaire, alors qu'elle risque d'être la dernière à manger à la maison. L'histoire montre que les taux de prévalence de la faim diminuent et que la nutrition s'améliore lorsque les femmes et les filles ont accès à l'information et sont libres de prendre leurs propres décisions. Les lois de protection des consommateurs concernant la sécurité alimentaire constituent un autre élément clé des actions juridiques liées à la sécurité alimentaire. Il est nécessaire de garantir un financement continu pour s'assurer que ces lois sont supervisées et appliquées au fil du temps.

► Le **Mexique** a adopté une loi restreignant la publicité pour les produits sucrés auprès des enfants, afin de lutter contre l'obésité infantile. Les décideurs ont estimé que l'application de ces réglementations entraînera une diminution de quelque 10 000 publicités annuelles pendant les programmes télévisés pour enfants. En outre, les fabricants sont tenus d'indiquer la teneur en sucre, en graisses et en graisses saturées sur les emballages des produits alimentaires et des boissons.





Cependant, on ne saurait proposer une loi uniforme et unique en matière de nutrition, car les besoins et les priorités varient d'un pays à l'autre. Les situations peuvent différer, même à l'intérieur d'un pays, qu'il s'agisse de régions où les disponibilités en denrées alimentaires sont limitées ou de régions où la surconsommation de sel et de sucre peut être une préoccupation majeure. En même temps, l'harmonisation des mesures permettrait de réduire les incohérences dans la pratique et dans les messages adressés aux consommateurs.

Le droit à l'alimentation et le droit d'être à l'abri de la faim découlent de l'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et les Nations unies continuent de s'engager en faveur de la sécurité alimentaire lors d'événements de haut niveau tels que le prochain Sommet sur les systèmes alimentaires en septembre 2021.

▶ La plupart du sucre consommé n'est pas celui que les gens ajoutent à leur nourriture, mais le sucre contenu dans les aliments transformés, notamment les céréales pour le petit-déjeuner et les sodas. Pour tenter de décourager la consommation de sodas, une taxe sur les boissons sucrées a été adoptée en **Afrique du Sud** en 2018. Elle est connue sous le nom de Health Promotion Levy on Sugary Beverages. Selon l'Organisation mondiale de la santé, cette taxe aurait permis de réduire d'un tiers l'utilisation de sucre dans le secteur des boissons.



▶ La loi sur les substituts du lait maternel (Breast Milk Substitutes Act) au **Kenya** promeut l'allaitement maternel en tant que mode d'alimentation idéal pour une croissance et un développement sains des jeunes enfants. La loi a établi un comité national dédié à l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants et promulgue des règles pour la publicité et l'étiquetage des produits alimentaires complémentaires.

CONCLUSION

En apportant leur soutien à la sécurité alimentaire et à la nutrition pour tous, les gouvernements et les partenaires investissent dans des domaines clés pour exploiter les dividendes démographiques et atteindre les objectifs de développement durable. L'amélioration de l'accès à la terre et à la production alimentaire pour les femmes et les jeunes, la mise en place de systèmes alimentaires économiquement durables et la prise en compte du contexte du changement climatique, ainsi que la promotion de la santé par le biais d'interventions juridiques visant à garantir la protection des consommateurs et à promouvoir des régimes alimentaires sains, feront progresser la sécurité alimentaire et offriront des possibilités de favoriser le capital humain sur plusieurs générations.



« Nous avons un certain nombre de défis à relever en Afrique. Le premier est de répondre à la demande d'une population qui croît alors que le climat change : notre production en souffre et la capacité des familles à faire face est fragilisée. Le second défi est le faible taux d'emploi : les jeunes en âge de travailler réussissent rarement à trouver un emploi, et pour ceux qui y parviennent, le rapport de dépendance est de 1 sur 8. Les paramètres permettant de réaliser des dividendes démographiques ne fonctionnent pas lorsque l'emploi est faible et que la dépendance est élevée. Nous devons redoubler d'efforts pour favoriser l'emploi des jeunes et lutter contre le changement climatique.

Dr Agnes Kalibata, envoyée spéciale du Secrétaire général des Nations unies

Publié par :
Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Sièges de la société
Bonn et Eschborn, Allemagne

Initiative Sectorielle Dynamiques Démographiques, Santé et Droits Sexuels et Reproductifs
Friedrich-Ebert-Allee 32 + 36
53113 Bonn, Allemagne
T +49 228 44 60 - 0
F +49 228 44 60 - 17 66

E demografie@giz.de
I www.giz.de/en

Auteur : Susan Guthridge-Gould, Principal, Beyond Jargon LLC, NY, USA

Conception/Maquette : DIAMOND media GmbH, Neunkirchen-Seelscheid

Crédits photos/Sources :
GIZ/ZUMHOO STUDIOS; GIZ; GIZ/Sanjay Austa; GIZ/Thomas Imo/photothek.net; GIZ/Joeng Büthling;
GIZ/Martin Godau; GIZ/Unsula Meissner; GIZ/Guenay UlutunAok; GIZ/Dirk Gebhardt; GIZ/Hamish John Appleby;
GIZ/Ranak Martin; GIZ/Dirk Ostermeier;

Sur mandat du
Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ)
Division Politique démographique, protection sociale

Bonn, 2021